



MEILLEURS VŒUX POUR 2011 !



SOMMAIRE

TOUS AZIMUTS

Europe, France, régions... le réseau rural en actions. 2

■ Europe 2

. Le Réseau européen de développement rural 2

. Un séminaire en Finlande du 1er au 3 mars 2011 sur l'emploi et la participation des jeunes 4

. Le réseau rural chez nos voisins : l'exemple de la Wallonie 4

■ Réseau national 7

. 450 acteurs du Réseau rural français présents à Agen pour le Séminaire national « Nouvelles ruralités, nouvelles politiques publiques » 7

. Rappel du calendrier des prochains rendez-vous nationaux : à noter dans vos agendas ! . 10

■ Les groupes thématiques nationaux 11

■ Réseaux ruraux régionaux 12

. RÉSEAU RÉGIONAL CENTRE : Groupes thématiques gestion de l'espace et animation des GAL .. 12

. RÉSEAU RÉGIONAL NORD-PAS-DE-CALAIS : 1ère réunion de l'assemblée des acteurs 13

. RÉSEAU RÉGIONAL LANGUEDOC-ROUSSILLON : Séminaire à Bruxelles auprès des institutions communautaires les 30 novembre et 1er décembre 13

. RÉSEAU RÉGIONAL BASSE-NORMANDIE : IRQUA-Normandie, chef de fil d'un groupe de travail sur la restauration scolaire de qualité et de proximité 14

EN SCÈNE Coup de projecteur sur les acteurs 15

. Interview de Truong-Giang PHAM, chargé de mission Sol et Civilisation 15

ÇA SE CONSTRUIT ICI

La dynamique et les enseignements du terrain 17

REVUE DE WEB

Un tour de presse du développement rural sur Internet 20

BIBLIO-WBOGRAPHIE

Vos prochaines lectures et visites de sites 21

AGENDA THEMATIQUE

Quelques prochaines dates 22

Europe, France, régions... le réseau rural en actions



Le Réseau européen de développement rural

Le réseau rural européen

Le réseau rural français participe aux activités du réseau européen de développement rural. Ce réseau européen est piloté par la DG Agri de la Commission européenne. Chaque Etat membre a également mis en place son propre réseau national. Le réseau rural français a donc son équivalent dans tous les Etats membres de l'Union Européenne.

Le contact point européen : « cellule d'animation » du réseau rural européen

Le réseau européen, aussi appelé « EN RD », « European Network for Rural Development », a mandaté un consortium pour mettre en œuvre les actions du réseau et l'animer : le Contact point. Il est en charge de mettre en œuvre des actions et d'animer à l'échelle européenne le réseau des cellules nationales d'animation des différents Etats membres.

Les missions du contact point – les travaux à découvrir :

Le contact point a trois principales missions :

■ 1. Développement de la connaissance

Etudes et analyses : Le contact point européen analyse les politiques et programmes de développement rural (PDR) de chaque Etat membre, à travers plusieurs lectures. Trois sont déjà engagées :

- la rédaction des résumés des PDR de chaque Etat membre.
- la prise en compte du réchauffement climatique dans les PDR : analyse de la manière dont les Etats membres s'approprient et traitent la question du réchauffement climatique. Pour chaque pays, le contact point dresse un « profil du changement climatique ».
- l'agriculture en zone de montagne, en complément des études réalisées par la DG agri sur cette question. Ces ressources sont disponibles [sur le site du contact point](#).

Groupes de travail : Depuis 2008, **des groupes de travail thématiques (GTT)** ont été mis en place pour réfléchir à la politique européenne de développement rural et à sa mise en œuvre. Ils réunissent les membres du réseau européen de développement rural (et donc membres des réseaux nationaux et régionaux). Sur la période 2008-2010, 3 premiers groupes ont été mis en place :

- GTT 1: Cibler les besoins et les spécificités des territoires ruraux ;
- GTT 2: Lien entre agriculture et économie rurale ;
- GTT 3: Biens publics et intervention publique : [les productions de ce groupe de travail ont été finalisées et sont téléchargeables](#)
- Un nouveau GTT a été mis en œuvre en 2010 : il traite des mécanismes de mise en œuvre de la politique de développement rural de l'Union européenne

Des **groupes « focus »** ont également vu le jour en 2010 et permettent d'alimenter la réflexion sur la mise en œuvre du programme Leader.

- FG 1: Mettre en œuvre l'approche ascendante dans la mise en œuvre de Leader ;
- FG 2: Préserver le caractère innovant et expérimental de Leader ;
- FG 3: Mettre en œuvre de la mesure « coopération » ;

Des **groupes thématiques d'initiative nationale** ont également été constitués. Montés à l'initiative de réseaux nationaux intéressés par un travail commun sur une thématique précise du développement rural ou sur des points spécifiques de mise en œuvre, ces groupes s'intéressent à un thème particulier nécessitant l'implication de différents acteurs du développement rural en Europe. Les réseaux ruraux nationaux participants organisent et participent à des séminaires et ateliers de travail, organisent des visites de terrain sur le thème retenu. Ces groupes thématiques d'initiative nationale sont actuellement au nombre de cinq :

- o Agriculture à vocation sociale (« social farming »)
- o Sylviculture
- o Entreprenariat rural
- o Suivi du réseau rural
- o Capitalisation d'expériences intéressantes

Europe, France, régions... le réseau rural en actions

■ 2. Partage de la connaissance

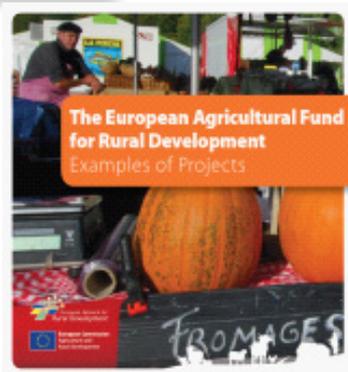
L'EN RD a créé des outils de communication permettant d'améliorer la circulation des informations au sein du réseau, de promouvoir les activités du réseau européen et d'échanger sur les évolutions de la politique européenne de développement rural, etc.

- **Le site internet** public <http://enrd.ec.europa.eu>, disponible **en anglais et en français**, propose une grande quantité de supports d'information.

- **L'intranet** « [my ENRD](#) » a récemment été mis à la disposition des réseaux ruraux nationaux et régionaux, des GAL et des membres des groupes de travail¹. Il permet d'accéder à des données spécifiques, notamment sur la coopération transnationale, de déposer et d'échanger des documents.

- **Les publications** : Newsletters, Revue rurale de l'Union européenne, recueils de projets Feader des différents Etats membres.

- **La base de données d'expériences**, bientôt accessible. Les expériences présentées sont complétées par les différents Etats membres via une fiche de capitalisation « PIKSE » ou encore « postcard ». Les réseaux nationaux et régionaux contribuent à ce travail de capitalisation. Les premiers thèmes de capitalisation sont l'économie verte et les technologies de l'information et de la communication.



■ 3. Echange et coopération

Le réseau rural européen **coordonne et soutient les réseaux ruraux nationaux via les groupes de travail thématique, l'organisation d'événements...**

Il apporte également une **assistance spécifique aux GAL et à la coopération transnationale** : un **guide** de la coopération transnationale et sa boîte à outils² ainsi que la **base de recherche** des partenaires sont disponibles sur le site internet du réseau rural européen. Une **base de données** des GAL européens est également en ligne sur le site et bientôt celle des projets de coopération transnationale approuvés (2011).

² Guide traduit en français par le réseau rural régional Centre

Evènements thématiques à venir, organisés par le Contact point européen:

- 19 et 20 janvier 2011 : évènement Leader à destination des nouveaux GAL

- 10 février 2011 : séminaire sur les technologies d'information et de communication.

CONTACT

Dorothee Duguet

dorothee.duguet@wanadoo.fr

Séverine Bressaud

severine.bressaud@eureka21.eu

Elisabeth Coquaz-Garoudet

e.coquaz-garoudet@rct-territoires.com

Le site internet de l'ENRD est désormais disponible en français

<http://enrd.ec.europa.eu>

¹ Les GAL ont reçu un login et mot de passe permettant d'accéder à cet intranet. Si vous ne retrouvez pas ce mot de passe, cliquez sur « My EN RD login », entrez votre adresse email et cliquez sur « mot de passe oublié » et celui-ci vous sera envoyé par mail.

Europe, France, régions... le réseau rural en actions

Un séminaire en Finlande du 1er au 3 mars 2011 sur l'emploi et la participation des jeunes

Les groupes Leader du Sud de la Finlande organisent du 1 au 3 Mars 2011 un séminaire sur l'emploi et la participation des jeunes. Le séminaire prévoit des groupes de travail, des visites de terrain, une tribune politique, de la mise en réseau, un 'marché du développement' pour mettre des porteurs de projets en contact et une exposition-Pays où vous pourrez rencontrer des acteurs européens.

Sur les 100 participants prévus, 70 représentants étrangers sont attendus soit autant de possibilités de rencontrer un groupe expérimenté sur une question qui vous intéresse ou le partenaire idéal pour votre projet de coopération !

Vous maîtrisez peu le finnois ? Rassurez-vous, le séminaire sera en anglais (certaines présentations faites en finnois seront traduites).

La cellule d'animation se tient à votre disposition pour toute information complémentaire (Séverine, Dorothée ou Elisabeth) et... n'hésitez pas à vous inscrire au départ de la page suivante qui vous guidera vers [un formulaire d'inscription](#)

CONTACT

Dorothée Duguet

dorothee.duguet@wanadoo.fr

Séverine Bressaud

severine.bressaud@eureka21.eu

Elisabeth Coquaz-Garoudet

e.coquaz-garoudet@rct-territoires.com

Le réseau rural chez nos voisins : l'exemple de la Wallonie



Présentation générale

Avec 16.844 km² pour une surface totale de 32.545 km², la Wallonie occupe plus de la moitié du territoire de la Belgique. Outre sa frontière avec la Région flamande, la Wallonie a des frontières avec la France, les Pays-Bas, le Grand-Duché du Luxembourg et l'Allemagne.

Avec 201 habitants/km², la Wallonie se classe parmi les régions les plus densément peuplées de l'Union européenne. La moitié des Wallons habitent dans des zones urbanisées (3 % du territoire) où la densité de population dépasse 2.500 habitants/km². On constate cependant une importance croissante du bâti en milieu rural. Celui-ci se traduit par une occupation extensive, croissante et diffuse du sol par l'habitat notamment en périphérie des villes.

La Wallonie est riche en cours d'eau. Quatre bassins versants fluviaux se partagent la Région, le bassin de la Meuse étant de loin le plus important. Les forêts couvrent en moyenne 32,3 % du territoire de la Région wallonne. Avec 50 % de surface forestière, les Ardennes constituent la principale région sylvicole du pays. En Wallonie, les ressources en espace sont limitées et non renouvelables. Elles sont donc sujettes à des conflits d'intérêts de plus en plus nombreux entre l'agriculture, la sylviculture, le transport, le logement.

Le territoire wallon est parcouru par des réseaux de transport très denses. La position géographique au sein de l'Europe de l'ouest, la dispersion des résidences et des activités économiques sur le territoire ainsi que la croissance des échanges et des volumes transportés, expliquent l'augmentation des superficies consacrées aux voies de communication, aux aéroports et autres infrastructures de transport.

Europe, France, régions... le réseau rural en actions

Les priorités du gouvernement wallon

Elles se concentrent sur : la formation des jeunes agriculteurs, le soutien à la reprise des fermes, une meilleure adéquation des aides à l'investissement aux besoins des exploitants, le soutien aux coopératives, à la qualité différenciée et au développement du circuit court sont retenues comme des priorités par le gouvernement wallon.

Dans le domaine de l'environnement, l'accent est mis sur la gestion de l'azote agricole, la biodiversité et une gestion durable des ressources hydriques, mais aussi sur le renforcement de la filière bois, de la sensibilisation à l'environnement et de l'utilisation des énergies renouvelables par les entreprises.

Le gouvernement insiste enfin sur la protection et la valorisation des espaces ruraux en favorisant le développement économique, et les projets de rencontre et de services.

Réseau rural wallon en bref

■ Présentation

Le Réseau rural wallon est pleinement opérationnel depuis avril 2009. Ce réseau a été conçu comme une plate-forme d'échange d'expériences et de transfert de bonnes pratiques entre tous les acteurs impliqués dans le développement rural.

■ Ses missions

Les travaux du réseau rural national wallon sont formalisés dans un programme de travail annuel indiquant les activités ciblées, les résultats attendus et le calendrier. Cette année en 2010, le réseau rural wallon avait pour mission de :

- organiser les échanges et la coopération active entre toutes les parties prenantes du réseau rural, faciliter la mise en œuvre efficace du PDR, créer de la valeur ajoutée dans tous les secteurs du développement rural
- construire une stratégie globale pour mettre en œuvre de façon cohérente les mesures, en développant une approche intégrée aux défis du développement rural
- intégrer des projets financés par du FEADER dans les stratégies territoriales (GAL, parcs naturels, etc.)
- renforcer l'usage des bonnes pratiques dans la mise en œuvre du FEADER par la diffusion d'informations

■ Les participants au réseau

Le réseau comprend l'ensemble des bénéficiaires du PDR (agriculteurs, forestiers, associations, communes, entreprises, organismes de formation, ...). On y retrouve également des associations et structures actives en milieu rural. En font également partie les administrations

de la Région wallonne et des Communautés française et germanophone qui gèrent les thématiques abordées par les 4 axes du PDR.

■ Quatre groupes de travail

L'objectif poursuivi par l'ensemble de ces groupes est d'aboutir à des recommandations pour des mesures de soutien notamment en investissement ou en formation dans les futures politiques wallonnes.

Les initiatives thématiques ont pu débiter grâce à un appel ouvert à la participation aux membres du réseau et aux acteurs ruraux à l'occasion de la journée de lancement du réseau. Le travail est organisé par le biais d'ateliers.

Groupe 1 : Pratiques agricoles, sylvicoles et politiques de développement rural

Groupe 2 : Multifonctionnalité de l'agriculture en Wallonie

Groupe 3 : Ville / campagne, un mariage de raison et gestion différenciée des espaces ruraux

Groupe 4 : Coopération transcommunale et intelligence commune des espaces ruraux

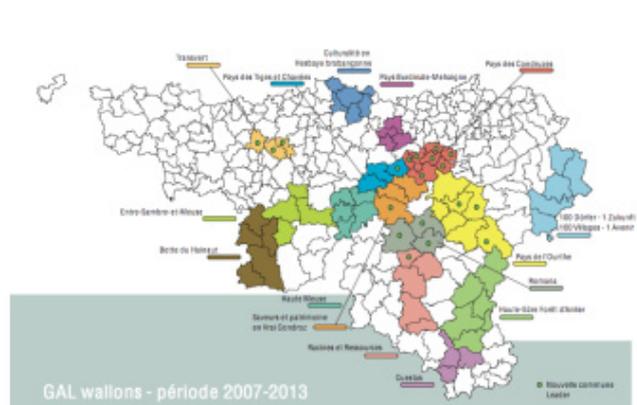
Pour aller plus loin :

[La stratégie pour le programme wallon de développement rural 2007-2013](#)

[Programme wallon de Développement Rural 2007-2013](#)

Coopération européenne

La coopération (transnationale ou interterritoriale) est une obligation pour les GAL wallons. 10% de leur budget total y est consacré. Les projets de coopération sont financés principalement par l'UE (45%) et par la Région (45%), le solde étant financé par les acteurs du GAL. Les coopérations doivent être approuvées. Deux dates annuelles sont prévues pour le dépôt des candidatures : 15 février et 15 septembre.



Europe, France, régions... le réseau rural en actions

Il est possible de demander le financement d'une mission exploratoire, sous la même forme que le dispositif français "de l'idée au projet" encore appelé "6 000 €". Le montant de ce dispositif est de 3 000 € en Wallonie. Des contacts ont déjà été pris entre des GAL français et wallon, et de nombreuses possibilités de coopération sont ouvertes côté wallon. Un [guide](#) a été élaboré en Wallonie pour faciliter la mise en œuvre des projets de coopération dans le cadre de Leader. Il résume les possibilités (et les obligations) qu'offre la coopération aux GAL wallons et à leurs partenaires.



Le Gouvernement wallon a prévu une cellule d'animation du Programme Wallon de Développement Rural (PWDR) et notamment de l'axe 4 LEADER. Après appel d'offre, la société tr@me a été retenue. Les propositions de coopération peuvent lui être envoyées.

CONTACT

Daniel Burnotte

d.burnotte@reseau-pwdr.be

Cécile Schalenbourg

c.schalenbourg@reseau-pwdr.be

00 32 19 54 60 51

<http://www.reseau-pwdr.be>

EN SAVOIR PLUS

Elisabeth Coquaz-Garoudet

e.coquaz-garoudet@rct-territoires.com

dans les pays de l'Union européenne, réalisé par le réseau rural régional Languedoc-Roussillon.

¹ A télécharger sur la page <http://www.reseau-rural-languedoc-roussillon.eu/developper-territoires-avec-leader/cooperation-leader/cooperation-dans-ue>

A noter que cette fiche permettra d'alimenter et sera intégrée au « tour d'Europe »¹ de la mise en œuvre du FEADER, de l'axe LEADER et de la mesure coopération

Europe, France, régions... le réseau rural en actions

■ Réseau national

Marc Colmou nous a quitté

Marc Colmou nous a quitté. Depuis de longs mois, nous avons assisté à son combat où il a fait preuve d'un rare courage, nous étonnant souvent par la poursuite de son implication dans les dossiers qu'il avait en charge et conservant sa capacité d'humour même face à la maladie.

Il laisse une trace de compétence et d'esprit d'ouverture. Guidé par sa conviction que l'on ne construit pas sans dialogue, sans échange, il a effectué un parcours professionnel exceptionnel, partagé entre les réseaux et l'administration, où il a toujours su faire valoir et comprendre les points de vue et les logiques de chacun.

Directeur de l'UNCPIE, puis délégué de l'Unadel et enfin chargé de mission au ministère de l'Agriculture, où il sut faire valoir l'intérêt de l'approche territoriale et du développement rural, longtemps également responsable au Celavar, impliqué dans le Réseau rural (réfèrent du Groupe accueil), Marc Colmou laisse à tous ceux qui l'ont connu le souvenir de ses grandes qualités personnelles et de la sincérité de son engagement en faveur du développement des territoires.

Nous adressons à ses proches et à sa famille nos condoléances.

450 acteurs du Réseau rural français présents à Agen pour le Séminaire national « Nouvelles ruralités, nouvelles politiques publiques »

Bravants la neige pourtant rarement présente à Agen, 450 acteurs sont venus partager les différents temps d'échanges variés organisés lors du séminaire national du Réseau rural français.

Ce séminaire a montré le foisonnement et la richesse de la production du réseau, ainsi que la capacité du réseau à mobiliser ses acteurs locaux pour faire valoir leurs expériences.

Une introduction de Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste, a apporté un regard particulier sur les mutations des territoires ruraux et les défis qui attendent le monde rural.

Pierre Veltz constate une situation de mutation, voire de rupture dans les sociétés humaines, une explosion des liens et des interactions entre les hommes, notamment grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Et parallèlement si les territoires se renforcent dans la mondialisation, on constate que les territoires ruraux ne connaissent pas tous le même type de développement. L'urbanisation s'étend et exerce sur les terres agricoles et naturelles la pression d'une artificialisation croissante. La désindustrialisation des territoires est un facteur supplémentaire de fragilité économique.

Pierre Veltz reste néanmoins optimiste quant à la capacité d'innovation du monde rural dans trois domaines phares : l'agriculture - qui doit trouver un équilibre entre production et gestion de l'espace - puis l'industrie - via les PME qui s'organisent en réseau -, et enfin les services. « Les villes sont de plus en plus orientées vers des fonctions économiques très abstraites. L'économie réelle, complémentaire, celle qui touche aux objets, à la nature, à l'alimentation, c'est celle du monde rural. »

4 grands forums thématiques illustrés d'exemples concrets présentés par les acteurs des territoires se sont déroulés sur une après midi :

Europe, France, régions... le réseau rural en actions

• Forum A : quelle nouvelle offre de services à la population ?

Les différents échanges ont fait apparaître la nécessité de mieux appréhender l'offre de services, sous l'angle de son accessibilité. A ce titre, les participants ont réaffirmé l'intérêt de travailler à l'échelle des Pays et d'utiliser l'outil du « schéma de services » pour la mise en cohérence de l'offre de services de proximité. L'objectif d'impliquer plus fortement les collectivités dans les projets de réorganisation de l'offre de locale de services à également été souligné. Enfin, les échanges se sont focalisés sur la viabilité financière de l'offre locale de services.

Face à une demande en augmentation et à la raréfaction des ressources publiques, plusieurs recommandations ont été formulées : faciliter les partenariats publics privés, sujet en prise étroite avec le déploiement des maisons de santé, sécuriser le financement des associations par des contrats d'objectifs annuels ou instaurer un fonds de mutualisation, entre les administrations étatiques et les collectivités locales pour assurer la péréquation nationale des financements.

• Forum B : quels leviers de développement économique ?

De nombreuses initiatives menées sur tout le territoire français pour valoriser les ressources locales des territoires ruraux ont été présentées, dans le domaine de l'agriculture, du bois ou encore de l'éco-construction ; elles ont permis d'interroger les potentiels à valoriser dans l'économie des services ou encore dans l'industrie. L'importance du dialogue entre l'ensemble des acteurs de la vie économique des territoires ruraux (acteurs publics et privés, acteurs économiques, collectivités, associations, citoyens...) pour la réussite de tels projets y a été soulignée, à l'image de la diversité des participants à ce temps d'échange. Enfin, le rôle clé des acteurs publics a fait l'objet de débats pour rappeler l'importance de leur engagement sur le long terme, face aux contraintes juridiques ou financières qu'ils peuvent rencontrer dans leurs efforts pour contribuer au développement et au maintien de la valeur ajoutée sur les territoires.

• Forum C : quels usages de l'espace ?

L'ensemble des participants a réaffirmé l'importance de ne pas « gaspiller » l'espace par les conflits d'usage, l'espace étant un bien précieux et désormais rare. Le forum a permis de présenter des expériences très intéressantes sur des démarches de concertation qui permettent le croisement des regards et démontrent qu'il existe des solutions concrètes à mettre en oeuvre. Mais des défis majeurs demeurent en matière d'usage de l'espace : poursuivre la voie de la concertation car si de nombreuses

expérimentations ont prouvé leur efficacité, la concertation n'est pas encore la règle générale....

Il convient aussi de continuer à travailler différentes pistes d'action dont l'intégration des questions agricoles dans l'urbanisme et la recherche de solutions à l'ingénierie en milieu rural.

• Forum D : quelles innovations territoriales ?

Partant du constat de transition, tant environnementale qu'économique et sociétale, vécue par les territoires ruraux, le forum a permis de constater que l'innovation est un impératif permanent, et de comprendre comment les territoires ruraux innovent aujourd'hui, en dépit de contraintes administratives croissantes et malgré le handicap que subissent les territoires démunis de moyens d'ingénierie.

A travers le témoignage de nombreux acteurs territoriaux, les voies de l'innovation ont été dégagées : prises de conscience et mobilisation d'une grande diversité d'acteurs (élus, chefs d'entreprise, société civile, étudiants...) , nécessité de « tiers lieux » au delà des limites institutionnelles et sectorielles, rôle des réseaux nationaux et régionaux et des centres de ressources qui les irriguent, appui sur une culture nouvelle liée à la révolution numérique , exploration de nouveaux champs d'innovation , tels la culture...

Les préconisations formulées à destination des pouvoirs publics pour soutenir les démarches d'innovation, portent notamment sur la simplification des procédures nationales et européennes, la prise en compte des contraintes et potentiels de l'innovation dans les appels à projets, et sur le soutien à l'ingénierie territoriale et aux réseaux d'échanges indispensables à la créativité.

Un village des initiatives a permis la présentation de multiples expériences (voir rubrique « ca se construit ici » plus loin).

Enfin **Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture, de la pêche de la ruralité et de l'aménagement du territoire est venu conclure le séminaire.**

Le ministre a rappelé que la ruralité était l'avenir de la France et que son ministère se fixait 3 priorités pour les 18 mois à venir :

- Accroître l'accès aux soins en se donnant des obligations de résultat dans ce domaine pour rétablir partout et pour tous l'égalité d'accès aux soins
- Gagner la bataille des nouvelles technologies afin d'améliorer l'attractivité des territoires ruraux, notamment en matière de développement économique
- Améliorer la qualité des services publics en milieu rural en travaillant les procédures, les technologies utilisées, la mutualisation...

Europe, France, régions... le réseau rural en actions

Au-delà de ces priorités Bruno Le Maire a rappelé qu'il était indispensable de déployer de nouvelles activités économiques en milieu rural et de créer de l'emploi : « Le développement des territoires ruraux doit rimer avec le développement économique de la ruralité ».

Le ministre a précisé qu'il attendait beaucoup du Réseau rural français et s'est engagé à tenir compte de ses propositions.

Pour visionner l'intervention de Bruno Le Maire à Agen : cliquer [ici](#)

En attendant les actes du séminaire qui seront mis en ligne fin janvier, un zoom sur le village des initiatives.

Zoom sur le Village des initiatives du Séminaire national

Durant le séminaire d'Agen, un Village des initiatives a ouvert ses portes et ruelles aux visiteurs.

Micro-trottoir et impressions au cœur de ce bouillonnement d'expériences...

C'est un sentiment de foisonnement qui enveloppe le visiteur lorsqu'il pénètre le **Village des initiatives**. Installé dans un des halls d'exposition d'Agen où se déroule le **Séminaire national du Réseau rural**, il a tout d'un vrai village, le ciel en moins.

On y trouve des petites places (places de l'image, de l'accueil et de l'attractivité, des ressources locales, de l'usage de l'espace, de l'économie territoriale, des démarches innovantes, des services...), des terrasses de café, une librairie, des mini-salles de conférences, des espaces plus vastes de forums, des rues principales et des venelles où l'on peut se perdre... Plan en main, les visiteurs scrutent les programmes affichés...

Au sein des espaces consacrés aux mini-conférences - animés en continu durant plus de 4 heures sur les deux journées par une succession d'expériences - les visages sont concentrés et studieux, pour ne pas perdre une miette des témoignages dans le joyeux brouhaha ambiant... Les questions fusent : comment approvisionner les cantines en produits locaux ? Comment les collectivités locales peuvent être des « facilitateurs » de projets ? Comment prendre contact avec un territoire étranger dans le cadre de la coopération ?... Entre deux conférences ou forums, les discussions vont bon train. Car dans ce village, les conversations impromptues de couloir, priment autant que les conférences.

Dans un espace inoccupé, un petit groupe de personnes se réunit pour définir d'éventuels travaux interrégionaux sur la thématique de la capitalisation des expériences dans le domaine des services. Brigitte Chossegros, animation du Réseau rural Bourgogne témoigne : « **Voir d'autres expériences concrètes comme c'est possible de le faire aujourd'hui, c'est stimulant, ça donne envie d'innover sur nos territoires** »



Sentir l'atmosphère...

Plus loin, un élu local du la région Centre recherche des initiatives sur la valorisation des ressources locales. Il apprécie ce village où il picore des idées et identifie d'éventuels acteurs partenaires.

Pour Alain Chatain, chargé des Agenda 21 au sein du « Pays Cœur entre 2 mers » en Gironde et intervenant sur un des forums, « ce lieu permet de sentir l'atmosphère et les grandes tendances du développement rural et de repérer avec qui travailler. » Un peu plus loin, le directeur de la Chambre d'agriculture de l'Ariège vient d'arriver, désireux de s'imprégner de quelques expériences sur la structuration des filières en vue de la restauration collective. Gaëlle Nakach, chef de projet au sein du Pays « Combraille en Marche » en Creuse est ouverte à toutes thématiques, son but étant de repérer ce qui peut être transposable sur son territoire.

A son regard balayant le hall, on sent, visiblement, que Clovis Sabau, ingénieur de recherche à l'UMR Métafort de VetAgro Sup (ex-Enita) de Clermont-Ferrand, arrive également et cherche à s'orienter. Deux sujets l'intéressent : d'une part, les réponses en termes de services pour répondre aux besoins des populations liés aux évolutions démographiques (particulièrement le vieillissement) et, d'autre part, les facteurs d'émergence de nouvelles activités en milieu rural.

Europe, France, régions... le réseau rural en actions

Dans un carrefour, deux femmes discutent, elles viennent de faire connaissance. « C'est un vrai lieu d'échanges qui nous permet de sortir de notre structure et d'identifier des personnes qui rejoignent nos préoccupations, à savoir pour nous, le paysage, la gestion de l'espace, le tourisme ou encore le patrimoine », explique Laure Maraval, du Réseau des grands sites de France. Sa voisine, Cécile Gravier, de France nature environnement (FNE), estime qu'à travers ce type de rendez-vous, le Réseau rural national favorise le foisonnement et l'échange d'expériences et permet d'aller plus loin sur des thématiques transversales ainsi que sur la méthodologie. Son regard porte notamment sur les territoires étrangers et la coopération.

Sur le stand du Collectif Ville Campagne également, on a ressenti cette recherche d'expériences, qui favorise une entrée concrète, et peut-être davantage rassurante, des thématiques, avec des questions portées sur l'émergence de projets, la mobilisation ou encore les stratégies employées.

La place de l'Europe en ébullition...

Suédois, danois, finlandais, néerlandais, wallon, autrichien étaient présents au séminaire national pour participer aux débats et rechercher activement des partenaires de coopération...

De nombreux échanges ont eu lieu sur la place de l'Europe au cours du village des initiatives : des discussions autour de projets concrets et de points méthodologiques, des idées de coopération se sont construites, des partenariats potentiels se sont créés, des discussions informelles se sont multipliées autour d'un petit déjeuner européen agrémenté de produits ramenés par nos homologues... Attendons quelques mois pour voir si ces graines germent et se transforment en projets de coopération.

Le contact point du réseau rural européen était également présent et a rappelé les outils mis en place, l'appui coopération offert aux GAL et aux réseaux, le pilotage des groupes de travail européens impulsés par des Etats membres. Celui sur l'entreprenariat rural a particulièrement intéressé plusieurs GAL dont le programme est axé sur cette thématique. Les territoires français se sont montrés enthousiastes quant à participer à cette réflexion tant en diffusant de l'information sur leurs projets, qu'en étant bénéficiaires de ces échanges européens. Le niveau national devra être le relais pour alimenter ces travaux. A suivre, donc...

N'hésitez pas à nous contacter pour donner suite à certains échanges ayant eu lieu sur la place de l'Europe !

A noter que l'ensemble des ressources de toutes les places ainsi que les power point des expériences présentées au cours du Village des initiatives seront mis en ligne sur le site du Réseau rural national.

EN SAVOIR PLUS

celluleanimationrnf@rct-territoires.com

Rappel du calendrier des prochains rendez-vous nationaux : à noter dans vos agendas !

- **17 janvier 2011** : Réunion des correspondants coopération des réseaux ruraux régionaux
- **18 janvier 2011** : Réunion des correspondants des réseaux ruraux régionaux
- **19 janvier 2011** : Commission permanente du Réseau

Les ordres du jour et lieu sur Paris de ces temps de rencontre vous seront communiqués prochainement.

Europe, France, régions... le réseau rural en actions

■ Les groupes thématiques nationaux

LE GROUPE THEMATIQUE

NATIONAL «Gestion de l'espace»

Séminaire sur l'écomobilité touristique et de loisirs vers les espaces ruraux organisé par le Réseau des Grands Sites de France le 9 février, à Paris

Cette journée d'échange s'adresse avant tout aux territoires, au sens large, qui souhaitent développer l'écomobilité. A partir de 10 expériences de territoires qui ont été approfondies comme la Loire à vélo, le Massif des Bauges, le Chemin de R.L. Stevenson ou encore la Baie de Somme, et en présence de porteurs de projets (représentants de collectivités locales, d'associations etc.) mais aussi de société de transport et d'acteurs touristiques, l'objectif de ce séminaire est de montrer :

- qu'il est possible de trouver et de développer des alternatives à la voiture pour accéder aux espaces ruraux,
- que l'offre de destination et de séjours écomobiles répond à une demande réelle et nouvelle des visiteurs,
- qu'elle apporte des réponses aux défis environnementaux, d'aménagement et de développement du territoire,

Ce séminaire a enfin pour objectif de définir des recommandations aux territoires qui souhaitent développer l'écomobilité à des fins touristique ou pour des loisirs.

Il est organisé autour des témoignages de porteurs de projet ayant développé des systèmes d'accès écomobiles à leur territoire, en 2 grands temps des ateliers d'échanges d'expériences de territoires et un forum en 3 thèmes : Communication : Comment faire connaître l'offre d'écomobilité et donner envie aux visiteurs ? Partenariats et financements : Comment assurer la pérennité des projets d'écomobilité ? Services : Comment créer des services et mobiliser les prestataires pour développer une destination sans voitures ?

Cette journée d'échange s'inscrit dans un projet sur l'écomobilité soutenu par Réseau Rural Français. Il est porté par le Réseau des Grands Sites de France, en partenariat avec Mairie-Conseils, la Fédération Française de Randonnée Pédestre, la plateforme Patrimoine et Territoire et bénéficie du concours de Parcs Nationaux de France, la DGCIS, la Fédération des PNR, l'ONF, le Certu, le Pôle ressources Sports de Nature, le Ministère de l'Ecologie etc.

Séminaire gratuit dans la limite des places disponibles, à la Caisse des Dépôts à Paris. Inscription obligatoire.

A télécharger : [Programme](#) et [bulletin d'inscription](#)

CONTACT

Laure Maraval - Réseau des Grands Sites de France

01 48 74 39 29

lauremaraval@grandsitedefrance.com

Europe, France, régions... le réseau rural en actions

■ Réseaux ruraux régionaux

CENTRE

Groupes thématiques gestion de l'espace et animation des GAL

Le 18 novembre à la préfecture du Loiret s'est tenue la réunion du « noyau permanent » du réseau rural régional Centre. Ouverte par Mme RIVET, Vice-Présidente du Conseil régional du Centre et conduite par le représentant du SGAR, la réunion avait pour objet de partager la connaissance des projets retenus suite à l'appel à initiative lancé par le réseau sur le thème de la gestion de l'espace.

Les quatre groupes d'animation thématiques ont ainsi présenté leurs missions et objectifs, la structure chef de file et la composition des groupes de travail, l'état des réflexions et interrogations, et les outils à mobiliser.

Tour à tour l'ARASEA (dont les activités pourraient être intégrées au sein de la Chambre régionale d'agriculture), l'ARDEAR, Nature Centre, l'A3P ont ainsi présenté les projets en cours ou qu'ils se proposent de conduire en réponse à l'appel à initiative auquel ces structures ont répondu. Les projets sont les suivants :

Le projet porté par l'ARASEA : « Maintenir une production agricole en zone de pression foncière » cible 3 types de zones : les zones de déprise, les zones périurbaines et les zones intermédiaires en espace rural ; les objectifs consistent en une mise en réseau des acteurs, sensibilisation des élus et prise en compte de l'agriculture dans les documents d'urbanisme. Le groupe de travail mis en place livrera un recueil d'expériences, des fiches méthodes et des fiches ressources.

Le projet porté par l'ARDEAR Centre porte sur l'élaboration d'une méthodologie d'accompagnement des collectivités dans leur stratégie foncière et dans leur projet de création ou de maintien d'activités agricoles durables sur leur territoire. Trois groupes d'acteurs aux intérêts différents se réuniront autour des problématiques de l'installation, du territoire durable et de l'engagement citoyen pertinent et efficace sur la question alimentaire et agricole ».

La Fédération Nature Centre anime un groupe de travail visant à réduire et sécuriser l'impact des pesticides en zone

non agricoles, dans le cadre du plan régional Ecophyto 2018. (recensement d'expériences, sensibilisation, communication et démarrage concret en 2011 d'actions de réduction et de sécurisation d'usage des pesticides.

Enfin l'association pour la promotion des pays (A3P) a rendu compte de son action d'animation des GAL engagée depuis quelques mois autour de 5 missions :

- Animation du réseau des GAL : diffusion d'informations vers les territoires (GAL et non GAL), échange d'expériences
- Formation : appui spécifiques aux animateurs/trices
- Capitalisation : appui au recueil et à la diffusion des opérations exemplaires,
- Coopération : appui au montage et au suivi des projets de coopération,
- Suivi : recueil d'information qualitative et quantitative sur les GAL de la Région.

La cellule nationale d'animation, présente à la réunion a pour sa part présenté les outils du réseau national et remis les travaux du réseau régional en perspective par rapport aux groupes thématiques nationaux et des autres régions.

Consultez les supports de présentation des projets :

- [Présentation A3P](#)
- [Présentation ARASEA](#)
- [Présentation ARDEAR](#)
- [Présentation Nature Centre](#)

« Biodiversité : Pour une prise de conscience partagée »

Le Réseau régional Centre lance un appel à initiatives sur le thème de la biodiversité : les structures souhaitant répondre à l'appel à initiatives devront, dans cette perspective proposer une démarche favorisant le transfert d'expérience, l'échange de bonnes pratiques, la transversalité des approches et le croisement de regards d'acteurs différents. Elles s'engagent à assurer l'animation d'un groupe de travail autour de la thématique de la biodiversité, produire des travaux répondant à un intérêt régional et en diffuser les résultats.

[Consulter le texte de l'appel à projets](#)

CONTACT

Frédéric Buxeraud
frederic.buxeraud@agriculture.gouv.fr

Europe, France, régions... le réseau rural en actions

NORD-PAS-DE-CALAIS

1ère réunion de l'assemblée des acteurs -2 novembre 2010 à Lille

Ouvrant l'Assemblée des acteurs, Jean-Louis Robillard, Vice-Président de la Région en charge de l'Alimentation de la Régionalisation de l'Agriculture et de la Ruralité a insisté sur deux points principaux pour introduire cette demi-journée : le contexte et la gouvernance du réseau rural et périurbain Nord-Pas de calais , d'une part, la présentation du programme d'action global sur les circuits alimentaires de proximité sur les actions qui seront menées dès 2010 d'autre part :

1) Mutualisation et diffusion des guides et outils pour le porteur de projet par la Chambre régionale d'agriculture.
Contact chef de file : juliette.faure@agriculture-npdc.fr

2) Elaboration d'un panorama régional des projets de circuits de proximité par le CERDD.
Contact chef de file : mdecima@cerdd.org

3) Animation d'un groupe de travail multi-partenarial sur les enjeux par la Chambre régionale d'Agriculture.

Contact du chef de file : juliette.faure@agriculture-npdc.fr

4) Animation d'un pôle d'expert spécifique à la question de l'organisation des circuits de proximité pour l'approvisionnement de la restauration collective par APROBIO.

Contacts du chef de file : celine.lecoeur@aprobio.fr
marie.bouchez@aprobio.fr

En atelier, chaque projet a été présenté par le chef de file (motivations, approche, méthode) puis les acteurs associés ont fait état de leurs attentes (ambitions par rapport à l'action, formes de restitution souhaitées, points de vigilance) et d'autres propositions ont été formulées tant pour l'association d'acteurs que sur le champ des problématiques.

En séance plénière un état des lieux et intérêts des réseaux ruraux régionaux a également été présenté par le représentant de la cellule nationale d'animation, permettant aux acteurs de situer les travaux du réseau régional par rapport à l'ensemble des initiatives prises au niveau national et dans les autres régions.

En conclusion des travaux, Sophie Bouyer, Directrice Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt a souligné l'exemplarité du dispositif participatif ayant

conduit à l'élaboration concertée du programme d'actions du réseau, constaté la dynamique progressive autour du thème fédérateur des circuits de proximité et ouvert de nouvelles perspectives pour le réseau. Des thématiques autres que celle des circuits alimentaires de proximité pourront en effet être abordées dans ce cadre, si les acteurs le souhaitent.

CONTACT

Emilie Cavailles
emilie.cavailles@agriculture.gouv.fr
Vanessa Jaglale
v.jaglale@nordpasdecals.fr

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Séminaire à Bruxelles auprès des institutions communautaires les 30 novembre et 1er décembre

Le Réseau Rural Languedoc-Roussillon a organisé avec l'appui de l'A.D.R.E.T. (structure chargée de l'animation du réseau rural régional et Centre d'information Europe Direct Pyrénées Languedoc Roussillon) un séminaire à Bruxelles auprès des institutions communautaires les 30 novembre et 1er décembre.



Europe, France, régions... le réseau rural en actions

40 acteurs ruraux des 5 départements du Languedoc Roussillon (élus, membres des comités de programmation des GALs, services de l'État, de la Région Languedoc Roussillon, de Conseils Généraux, agents de développement, représentants de chambres d'agriculture ...) ont participé à ce séminaire qui a permis de mieux comprendre le fonctionnement de l'Union européenne et de ses institutions, d'échanger avec des parlementaires européens et des fonctionnaires de la Commission européenne.

[L'avenir après 2013 de la PAC](#), de la [politique de développement rural](#) et de la [politique de cohésion](#) ont constitué les points centraux de ce séminaire. Les débats sur le budget européen, les questions liées au marché intérieur, l'impact des décisions environnementales sur les collectivités locales ont aussi été abordés avec les parlementaires européens. Les échanges ont également permis d'évoquer les programmes 2007-2013 en cours et les difficultés rencontrées.

La délégation a été reçue à la [Maison du Languedoc Roussillon à Bruxelles](#) pour une présentation de ses missions et activités, présentation complétée par celle de l'antenne à Bruxelles de l'[Euromonnaie Pyrénées Méditerranée](#) (le réseau rural Languedoc Roussillon envisage une rencontre en 2011 des acteurs ruraux et des GALs de l'Euromonnaie).

Enfin, ce séminaire a également permis de créer du lien entre les participants (un des objectifs du réseau !).

CONTACT

Claire Sarda Vergès
ADRET (Agence de Développement Rural Europe et Territoires)
Animation Réseau Rural Régional Languedoc Roussillon
contact@reseaururallr.eu
(33) (0)4 68 05 38 76
http://www.languedoc-roussillon.eu/fonds/reseau_rural/

BASSE-NORMANDIE

IRQUA-Normandie, chef de file d'un groupe de travail sur la restauration scolaire de qualité et de proximité

IRQUA-Normandie (Institut régional de la qualité agro-alimentaire en Normandie), association créée en 1999 par les chambres d'agriculture et financée par les régions Haute et Basse-Normandie, vient d'être nommée chef de file d'un groupe de travail sur la restauration scolaire de qualité à partir de produits locaux dans le cadre du réseau rural régional de Basse-Normandie. Sa mission repose sur trois points. Tout d'abord recenser et analyser (forces /faiblesses/ contraintes...) l'ensemble des initiatives régionales (voire quelque-unes au niveau national) qui existent en matière de restauration scolaire de qualité et de proximité. La deuxième étape consistera, grâce à des moyens de communication adaptés, à aider les décideurs à se tourner vers des filières locales. Les outils devront convaincre les élus et gestionnaires d'établissement d'utiliser des produits locaux mais aussi et surtout leur donner des clés pour mettre en oeuvre concrètement cet approvisionnement de proximité. Enfin, dernière étape, tout ce qui aura été relevé comme initiatives particulièrement pertinentes sera développé sur un territoire-test unique (de type parc ou Pays) avant d'être essaimé sur d'autres territoires. L'ensemble de l'opération sera achevé fin 2011. Ce n'est pas par hasard si IRQUA-Normandie s'est retrouvé structure pilote de cette mission. Sa très bonne connaissance des filières agro-alimentaires normandes a été combinée à celle des établissements scolaires. En effet, depuis 6 ans, IRQUA-Normandie organise, à destination des chefs cuisiniers des écoles, collèges et lycées, un concours de menus équilibrés à base de produits normands...

Une quarantaine de chefs participent chaque année à l'opération... 40 établissements qui, peu à peu, sont sensibilisés voire convaincus que les filières locales peuvent être largement valorisées dans le cadre de menus confectionnés quotidiennement pour les enfants.

CONTACT

elunzenfichter@irqua-normandie.fr
www.irqua-normandie.fr

Coup de projecteur sur les acteurs

Entretien avec **Truong-Giang PHAM**, chargé de mission Sol et civilisation



Vous êtes acteur du Réseau rural : qu'y trouvez-vous, quelles sont vos attentes ? Quel est votre apport à la réflexion ?

■ Lors de la mise en place du Réseau Rural comme un espace de ressources et d'échanges, Sol et Civilisation a vu l'opportunité de présenter ses travaux et de les ouvrir à plus d'acteurs du monde rural. Le thème de l'attractivité des territoires, qui a été inscrit comme axe de travail des groupes du Réseau Rural, correspondait par ailleurs à une de ses principales thématiques de recherche-action. En effet, pour Sol et Civilisation, l'objectif dans cette thématique est de définir en quoi le milieu rural peut être un espace de ressources pour les acteurs économiques et de rechercher les démarches managériales innovantes permettant de s'inscrire dans une dynamique de création de valeur ajoutée locale. Sol et Civilisation intervient auprès des acteurs du monde rural pour les accompagner et leur propose également un espace pour mener, hors cadre institutionnel, des réflexions sur le devenir des territoires ruraux et leur contribution à l'équilibre de nos sociétés. C'est dans cet esprit que Sol et Civilisation a proposé le projet qui consiste à mettre en réseau et à capitaliser sur les innovations en matière de Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences (GTEC).

Ce projet bénéficie de l'expérience du groupe de réflexion, dit de « Toulouse », de Sol et Civilisation. Ce groupe est composé de membres indépendants qui ont décidé de se retrouver régulièrement depuis plus d'une dizaine d'années pour réfléchir ensemble, à partir de leurs pratiques au-delà de leurs fonctions et de leurs structures, sur la question suivante : « comment entreprendre en milieu rural ? » Il bénéficie du soutien actif de l'école d'ingénieurs de Purpan à Toulouse. Ce groupe assoit ses recherches sur une vision commune du développement territorial dont les concepts sont déclinés dans l'ouvrage qui vient d'être publié

« Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences, une démarche d'anticipation territoriale des activités et des compétences ». Il est disponible sur demande auprès de Sol et Civilisation et téléchargeable sur le site suivant : www.territoireetemplois.fr

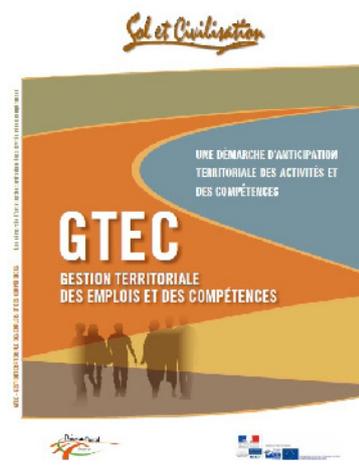
Quel est selon vous le défi principal à relever pour les territoires ruraux aujourd'hui ?

■ Les défis qui se présentent aux acteurs des territoires ruraux sont nombreux, ils concernent tant l'environnement que l'économie en passant par la gouvernance. Dans le projet que nous avons proposé de porter au sein du Réseau Rural, nous sommes partis de la dimension économique. L'activité économique en milieu rural est pour l'essentiel, le fait de petites entreprises. Leurs caractéristiques - diversité d'activités, faibles effectifs salariés, répartition géographique très diffuse - constituent autant de difficultés pour une approche efficace des questions de ressources humaines, dès lors que leur gestion serait conçue entreprise par entreprise, voire même par branche d'activité.

Le territoire en tant qu'espace de mobilisation de projets et de solidarités actives permet de prévoir, de mutualiser et de coopérer. Pour ce faire, il peut s'appuyer sur la Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences (GTEC) comme d'une démarche et d'un catalyseur pour un travail transversal et décloisonné. Notre apport dans cette thématique consiste à mettre en lumière les innovations impulsées en la matière par les différents territoires ruraux en cherchant à souligner les caractères les plus reproductibles.

Quelques exemples de contributions concrètes au niveau national et régional au sein du Réseau rural ?

■ Concrètement, nos travaux au sein du réseau rural ont permis d'éditer un ouvrage de capitalisation sur la GTEC en milieu rural.



Coup de projecteur sur les acteurs

Il est le fruit de réflexions et d'échanges entre les partenaires du projet et plus largement entre les acteurs territoriaux qui ont souhaité travailler sur cette thématique. Cet ouvrage a été inauguré à Agen les 16-17 décembre 2010, il est maintenant en libre accès auprès de Sol et Civilisation mais également en téléchargement sur son site.

Parallèlement à cette publication, nous avons souhaité créer une plate-forme internet conviviale et évolutive qui a pour objectif de mettre en lumière les actualités et les innovations en matière de GTEC car en ce domaine, les territoires s'emparent de plus en plus de la question et les actions sont nombreuses.

Cette plate-forme doit servir aux acteurs qui souhaitent aller plus loin et animer leurs territoires à travers cette démarche.

Vous pouvez retrouver cette plate-forme à l'adresse suivante : www.territoireetemplois.fr

Les travaux que nous avons engagés ont déjà permis à un certain nombre de territoires de se positionner dans une démarche de GTEC. Ils ont ainsi ouverts les bases d'un échange des bonnes pratiques et des savoirs. Il a permis notamment de créer les liens avec les acteurs régionaux notamment le réseau rural Midi-Pyrénées. Ainsi, des projets de GTEC en milieu rural ont été proposés et sont en passe d'être financés pour permettre aux acteurs d'entrer dans une démarche d'anticipation territoriale des activités et des compétences.

Pour aller plus loin, nous souhaitons d'abord accompagner le développement de la plate-forme GTEC inaugurée récemment pour que l'action puisse continuer à servir les acteurs du territoire et leurs donner les moyens de s'adapter et d'anticiper les mutations économiques.

Par ailleurs, à ce stade, il nous semble intéressant d'engager une recherche-action associant les différents partenaires du réseau en lien avec les universités pour construire un Réseau à 4 ou 5 territoires en capacité de tester la GTEC. Ces territoires seraient accompagnés par le groupe de projet et suivi au niveau national par Sol et Civilisation.

CONTACT

Truong-Giang PHAM - Chargé de
mission Sol et Civilisation
giang.pham@soletcivilisation.fr

La dynamique et les enseignements du terrain

Le Village des initiatives organisé durant le séminaire du Réseau rural français des 16 et 17 décembre dernier à Agen a rencontré un succès certain, riche d'une soixantaine d'initiatives et d'outils méthodologiques développés au sein du Réseau rural, qui ont été présentés dans les Espaces vitrines de 8 places de village thématiques : *Europe, Economie territoriale, Démarches innovantes, Services, Accueil et attractivité, Usage de l'espace, Image, et Ressources locales*.

En avant-première, la Lettre du Réseau rural vous propose de découvrir les supports de présentation disponibles.

Retrouvez prochainement l'intégralité des présentations des différentes places thématiques, capitalisées sur le site Internet du Réseau rural...

PLACE DES SERVICES

Manche Numérique : présentation télé-services et visio-communication	Arthur Devriendt, Manche Numérique
Logements passerelles : pour faciliter l'accueil	Olivier Brousseau, Conseil régional Limousin
Pays Sisteronais Buëch : présentation d'une démarche de schéma de services	Olivier Hébreart, Pays Sisteronais Buëch
Pays de la Loire : Démarche participative du groupe de travail « services » : Quelle nouvelle organisation pour développer et maintenir les services en milieu rural ?	Nicolas Potier et Sandra Dranne, Réseau rural Pays de la Loire
Conseil général du Lot : Réseau de services publics et espace public numérique	Anne-Claire Dubreuil, Conseil général du Lot
SCIC L'Arban : pour la promotion de l'éco habitat sur le plateau de Millevaches ; éco lotissement et agence rural habitat	Catherine Moulin, Maire de Faux la Montagne

PLACE DE L'ECONOMIE TERRITORIALE

Mieux prendre en compte l'économie résidentielle dans les stratégies territoriales	Sylvain Baudet, ETD (Entreprises Territoires et Développement)
--	--

PLACE DES RESSOURCES LOCALES

Présentation du guide sur les circuits courts alimentaires durables : « Les leviers de la durabilité à disposition des territoires »	Marie Decima, Cerdd (Centre Ressource du Développement Durable – Nord-Pas-de-Calais)
Installation et couveuse agricole	Franck Meymerit, FRCIVAM Aquitaine (Fédération Nationale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural)
Présentation du guide pratique pour commander/décrypter une étude de gisement de biomasse	Emeline Défossez, Chambre régional d'Agriculture de Picardie

La dynamique et les enseignements du terrain

PLACE DE L'USAGE DE L'ESPACE	
- Présentation de la boîte à outils / guide pratique « Gestion-développement de l'espace rural et préservation des terres agricoles » - Guide pratique Languedoc-Roussillon	Nathalie Prouhèze, Conseil Régional Languedoc-Roussillon et Guillaume Delorme, GAL Gévaudan Lozère
En Yvelines et en Haute Vallée de Chevreuse, l'habitat rural, levier de développement	Bernard Duhem, Maisons paysannes de France
Service à la population et planification spatiale	Catherine Sadon, APFP (Association de Promotion et de Fédération des Pays)
Paysage : fil conducteur du développement durable du territoire ?	Dimitri Liorit, Collectif Etats généraux du paysage
Eco mobilité touristique et de loisirs vers les espaces ruraux	Anne Vourc'h et Laure Maraval, Réseau des grands sites de France
Projet AFUTer : Aménagement Foncier Usages Territoires	Catherine Kempenar, CACG (Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne)
Construire des stratégies de gestion de l'espace à l'échelle intercommunale : l'exemple du PNR du Livradois Forez	Jean-Luc Monteix, PNR Livradois Forez et Christophe Camus, CAUE 63 (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement)
Diagnostic foncier : un outil de connaissance au service du projet de territoire de l'agglomération de Brive la Gaillarde	Corinne Bournazel, Agglomération de Brive la Gaillarde
La directive «paysages» : un outil de protection du paysage au service de la biodiversité ?	Carine Ritan, Directrice du PNR des Alpilles

PLACE DES DEMARCHES INNOVANTES	
L'Agenda 21 en milieu rural	Céline Robert, Association nationale Notre village
Exemples de Gouvernance territoriale sur un territoire rural aux Etats-Unis	Monique Cunnac, Association Cosu-Terra - Coopération Territoriale - Pays
Enseignements du projet «Prospectives agricoles locales et dynamiques urbaines en Pays de la Loire»	Bertille Thareau, ESA Pays de la Loire (Ecole supérieure d'agriculture)
Ruralnet : dispositif socio-technique au service des territoires ruraux	Magalie Costes, EDUTER Ingénierie AGROSUP Dijon et Agnès Lapouge, AGAI Formations
Animation de proximité pour relancer une dynamique de gestion durable des forêts	Julia Laurens, GAL Périgord Noir et Joël Lefièvre, CRPF Aquitaine (Centre Régional de la Propriété Forestière)
Contribution des associations sur la réforme des politiques européennes de développement rural	Aude Torchy, Celavar

La dynamique et les enseignements du terrain

PLACE DE L'ACCUEIL ET DE L'ATTRACTIVITE	
Gouvernance des acteurs territoriaux pour la mise en œuvre d'une politique d'accueil départementale : exemple de la Nièvre	Dominique Mazal, Conseil général Nièvre
Politiques d'accueil : des outils pour nourrir la réflexion des territoires et promouvoir leurs offres d'installation. L'expérience de l'Université européenne de l'accueil et de « Projets en Campagne »	Cécile Bonnefoy, Collectif Ville Campagne
La culture comme facteur d'attractivité et de cohésion sociale	Julia Steiner, IPAMAC (Association Inter-PARcs du MAssif-Central)
Identifier les facteurs de réussite, les points de blocage et des expériences remarquables en matière de politiques de l'habitat dans le cadre d'une politique d'accueil et de maintien de populations	Jeanne Fournier, Habitat et développement
Présentation des politiques d'accueil de la Région Limousin	Olivier Brousseau, Conseil régional Limousin et François Tissot-Rosset, Pôle local d'accueil
« Soho Solo » : Accueil de télétravailleurs dans le Gers	Franck Cazalas, CCI (Chambre de commerce et d'industrie) du Gers
« Or Gris » - la place des séniors dans le développement local : restitution des travaux	FNCIVAM (Fédération Nationale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural) et BIPLAN
Innovation touristique en milieu rural en Gapençais : « au pays des petits princes »	Aude Carmellino, Pays Gapençais

Un tour de presse du développement rural sur Internet

Agences régionales de santé : plus qu'hier et moins que demain mercredi 22 décembre 2010

Elles sont nées officiellement le 1er avril 2010, mais cela n'a rien d'une plaisanterie. Créées par la loi Hôpital, patients, santé et territoires (HPST) du 21 juillet 2009, les agences régionales de santé (ARS) sont au contraire le signe tangible de la réforme la plus importante du secteur sanitaire et médicosocial depuis la loi du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales. Relativement discrètes dans cette période de mise en place, elles n'en occupent pas moins une place chaque jour un peu plus importante dans l'ensemble du secteur. Il suffit de voir les réactions des organismes ou représentants des acteurs professionnels qui n'ont pas été retenus dans les - nombreuses - instances officielles et groupes de travail gravitant autour des ARS pour comprendre le poids croissant de ces dernières.

 [Lire la suite](#)

AGENDA - «Internet, source d'innovations pour nos territoires, innovons et construisons ensemble»

du 12/01/2011 au 14/01/2011 - Autrans - 38

La quinzième rencontre des acteurs de l'Internet portera sur les innovations sociales rendues possibles par les développements du web 2.0. Plénières et ateliers aborderont en particulier les thèmes de l'éducation 2.0, des applications mobiles territoriales, des monnaies complémentaires, de l'hôpital hors les murs, du tourisme... Un point sera également fait sur les derniers développements techniques. Le dernier jour, un débat sera organisé sur l'Open data dans les territoires et les enjeux de la libération des données publiques.

 [Plus d'informations](#)

Vos prochaines lectures et visites de sites

La croissance verte : une opportunité pour la croissance et l'emploi ETD , décembre 2010. 44 pages.

 [A lire](#)

Les propositions nombreuses portent sur la formation des étudiants en médecine, la rémunération des consultations ou encore les regroupements pluriprofessionnels.

 [En savoir plus](#)

.....

Les aînés bisontins, citoyens actifs à Besançon. Agence des pratiques et initiatives locales, APRILES

Pour réinventer le lien entre les générations dans la ville, Besançon a créé «la coordination Jeunesse & Inter-âges». Cette coordination réunit au sein d'un service commun les politiques jeunesse et gérontologiques. Au service du Vivre-ensemble, cette nouvelle forme de gouvernance permet d'attirer plus facilement l'attention des élus, les incitant à repenser, avec les habitants, les différentes manières de concevoir et de soutenir la solidarité entre générations.

 [En savoir plus](#)

Repères pour l'animation de réseaux d'acteurs. Les outils méthodologiques. IAAT n° 1 novembre 2010.

Un guide synthétique de repères de méthodes pour faciliter le travail d'animation de réseau d'acteurs. Cette production du Pôle Ingénierie Territoriale de l'IAAT Poitou-Charentes s'appuie sur son expérience d'animation de réseaux d'acteurs locaux Picto-Charentais.

 [A lire](#)

.....

Rapport Hubert : des mesures pour la médecine de proximité. Elisabeth Hubert. Présidence de la république, décembre 2010.183 pages.

Elisabeth Hubert a remis au Président de la République son rapport sur la médecine de proximité. L'objectif de cette mission était de rechercher des solutions aux difficultés rencontrées par les professionnels et les patients de la médecine de premier recours : perte d'attractivité de la médecine générale pour les étudiants en médecine, désaffectation de l'exercice libéral au profit du salariat, raréfaction des médecins qui donne lieu dans certains territoires à de réelles difficultés d'accès aux soins.

RESEAU RURAL ET DEVELOPPEMENT RURAL

	Janvier
Réseau rural français	18 : Réunion des correspondants des réseaux ruraux régionaux aura lieu : toute la journée sur Paris 28 : comité de pilotage 2011
Réseau Aquitaine	28 : Réunion bilan N+2 du Cycle Développement durable
Réseau Auvergne	Date à préciser : Assemblée générale du réseau rural Auvergne et présentation du programme pour et sur le développement régional. Colloque associant les chercheurs et les participants au réseau rural Auvergne. Publics cibles : tous les participants au réseau rural Auvergne (soit 1200 personnes inscrites).
Réseau Picardie	Date à préciser : Séminaire de lancement du réseau régional au cours du 1er trimestre. 100 à 200 acteurs locaux régionaux attendus.
Réseau Réunion	Fin janvier : Assemblée générale de détermination des actions pour 2012
Réseau Guadeloupe	Début janvier : Lancement des travaux du prestataire choisi pour animer le réseau rural
Réseau Bourgogne	25 : formation comment améliorer nos pratiques d'animation de groupes et de projet multiacteurs? (cycle de 4 journées d'analyse de la pratique)
Réseau Martinique	Fin janvier/février 2011: Réunion de l'ensemble des acteurs
	Février
Réseau Basse-Normandie	24 : Réunion de l'ensemble des groupes de travail (les mêmes groupes que 2010)
Réseau Guyane	Date à préciser : Assemblée générale des acteurs
	Avril
Réseau rural français	5 : assemblée générale

ACCUEIL ET SERVICES EN MILIEU RURAL

	Janvier
Groupe thématique national Accueil	Date à préciser : sous groupe «Observation et analyse des 65 Leader »
Réseau Limousin	28 : Rencontre annuelle (80 personnes). Appui sur 2 thèmes dont Services à la personne; mise en perspective des travaux de la Région limousin avec ceux de niveau national ; ateliers sur programme de travail.
Réseau Pays de la Loire	25 : journée de services sur la mutualisation; organisée avec l'IRESA
Réseau Bourgogne	11 : groupe de travail jeunesse

ACCESSIBILITE ET GESTION DURABLE DE L'ESPACE

	Janvier
Réseau Haute Normandie	27 : Séminaire régional - Dialogue urbain rural et rôle des SCOT Publics cibles : tous les acteurs locaux du développement rural
Réseau Aquitaine	28 : Réunion bilan n+2 sur cycle développement durable
	Février
Réseau Pays de la Loire	Date à préciser : 3ème visite de terrain «urbanisme durable» - «La prise en compte des espaces agricoles et naturels en zone littorale» Publics cibles : élus, chargé de développement, associations, conseil de développement

VALORISATION ECONOMIQUE ET RESSOURCES LOCALES

	Janvier
Groupe thématique national Valorisation des ressources locales	Date à préciser : Journée interrégionale de restitution des travaux et d'échanges du sous groupe Biomasse
Réseau Pays de la Loire	28 : Réunion de bilan bois énergie

LEADER ET COOPERATION

	Janvier
Groupe thématique national Accueil	Date à préciser : Sous-groupe «Observation et analyse des 65 Leader»
Réseau Martinique	Date à préciser : réunion intergals
	Février
Région Centre	4 : Journée LEADER à Vendôme